

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-51

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-51 (ex-article 85) (concurrence)

1. Sans préjudice de [article III-50 (ex-84)] la Commission veille à l'application des principes fixés par les [articles III-47 et III-48 (ex-81 et 82)]. Elle instruit, sur demande d'un État membre ou d'office, et en liaison avec les autorités compétentes des États membres qui lui prêtent leur assistance, les cas d'infraction présumée aux principes précités. Si elle constate qu'il y a eu infraction, elle propose les moyens propres à y mettre fin.
 2. S'il n'est pas mis fin aux infractions, la Commission adopte une décision européenne motivée constatant l'infraction aux principes. Elle peut publier sa décision et autoriser les États membres à prendre les dispositions nécessaires, dont elle définit les conditions et les modalités pour remédier à la situation.
 3. **La Commission peut adopter des règlements concernant les catégories d'accords à l'égard desquels le Conseil a agi conformément à l'article 83, paragraphe 2, point b.**
-

Explication :

La modification proposée vise à maintenir le statu quo en ce qui concerne l'adoption par la Commission des règlements d'exemption par catégorie. En effet, la hiérarchie des normes introduites par le Titre V de la Partie I, ne prévoit plus la construction actuelle du traité, selon laquelle la Commission peut adopter, en application directe du traité, les règlements visant à exempter (si certaines conditions sont respectées) des catégories d'entreprises de l'obligation de notifier certains types d'accords ; la Commission ne peut utiliser cet instrument qu'après avoir reçu l'autorisation du Conseil d'adopter un règlement d'exemption pour le type d'accord concerné. La modification proposée maintient la possibilité pour la Commission d'adopter tels règlements tout en gardant l'autorisation préalable du Conseil.

Cf. également l'article III-54